**AVIS SPECIFIQUE DE PASSATION DE MARCHES**

**Avis de Pré-qualification**

*Niger*

*Renforcement de l'infrastructure d'eau potable de la ville de Diffa*

Le CICR a reçu un financement pour couvrir les couts de réalisation de travaux de renforcement de l'infrastructure d'AEP de Diffa. Ainsi, il entend affecter une partie du financement aux équipements des forages, aux conduites de refoulement des forages, aux stations de pompage, aux canalisations de refoulement de ces stations, aux conduites du réseau primaire et secondaire en aval des château d'eau, aux connexions des différents éléments entre eux et à l'existant, ainsi qu'à l'approvisionnement énergétique et l'automation des équipements installés. Le CICR comme le Maître d’Ouvrage entend pré-qualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour ces travaux Les avis d’appel d’offres devraient être lancés dans le deuxième semestre de 2022.

Les Candidats intéressés peuvent obtenir de plus amples informations dans l’appel à manifestation d’interet (AMI) en joint de la présente publication.

Les candidatures sont ouvertes du **15 au 22 septembre 2022**.

*Toute question relatif au présent AMI peut être adressé au CICR à travers l’adresse email suivant :*

*nia\_purchase\_services@icrc.org*

Les dossiers de candidature pour la pré-qualification doivent être transmis par voie électronique comme décrit plus en détail dans le présent dossier d'appel à manifestation d'intérêt à l’adresse suivante  *nia\_logtender\_services@icrc.org*

**NB :** le poids des messages des offres ne doit pas dépasser 10 Mo.



APPEL A MANIFESTATION D’INTERÊT (AMI)

**N°xxxxxxx**

OBJET DE L’AMI :

**Renforcement de l'infrastructure d'eau potable de la ville de Diffa**

***Juillet 2022***

**Table des matières**

[Première partie – Contenu des dossiers de manifestation d'intérêt 5](#_Toc109318213)

[Section I‑ Instructions aux Candidats (IAC) 6](#_Toc109318214)

[1Etendue du Marché 6](#_Toc109318215)

[2Origine des fonds 6](#_Toc109318216)

[3Fraude et corruption 6](#_Toc109318217)

[4Candidats éligibles 6](#_Toc109318218)

[5Eligibilité 7](#_Toc109318219)

[6Sections des Documents de Pré‑qualification 8](#_Toc109318220)

[7Éclaircissements apportés aux Documents de Pré‑qualification 8](#_Toc109318221)

[8Modification des Documents de Pré‑qualification 8](#_Toc109318222)

[9Coût des Dossiers de Candidature 9](#_Toc109318223)

[10Langue du Dossier de Candidature 9](#_Toc109318224)

[11Documents constitutifs du Dossier de Candidature 9](#_Toc109318225)

[12Fiche de soumission de Candidature 9](#_Toc109318226)

[13Documents établissant l'éligibilité du Candidat 9](#_Toc109318227)

[14Documents établissant les qualifications du Candidat 9](#_Toc109318228)

[15Signature du Dossier de Candidature et nombre d’exemplaires 9](#_Toc109318229)

[16Cachetage et marquage des Dossiers de Candidature 10](#_Toc109318230)

[17Date limite de Dépôt des Dossiers de Candidature 10](#_Toc109318231)

[18Dossiers de Candidature hors délai 10](#_Toc109318232)

[19Ouverture des Dossiers de Candidature 10](#_Toc109318233)

[20Confidentialité 10](#_Toc109318234)

[21Eclaircissements concernant les Dossiers de Candidature 11](#_Toc109318235)

[22Conformité des Dossiers de Candidature 11](#_Toc109318236)

[23Préférence nationale 11](#_Toc109318237)

[24Sous‑traitants 11](#_Toc109318238)

[25Evaluation des Dossiers de Candidature 12](#_Toc109318239)

[26Droit du Maître d’Ouvrage de rejeter tous les Dossiers de Candidature 12](#_Toc109318240)

[27Pré‑qualification des Candidats 12](#_Toc109318241)

[28Notification de Pré‑qualification 12](#_Toc109318242)

[29Avis d'Appel d'Offres 12](#_Toc109318243)

[30Modifications des Qualifications des Candidats 13](#_Toc109318244)

[Section II – Fiche des Données de la Pré‑qualification (FDP) 14](#_Toc109318245)

[Section III - Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification 16](#_Toc109318246)

[Critères de Pré‑qualification 17](#_Toc109318247)

[‑Formulaires de Candidature 26](#_Toc109318248)

[Section V – Critères d'Eligibilité 48](#_Toc109318249)

[DEUXIEME PARTIE – Spécifications des Travaux 50](#_Toc109318250)

[Section VI – Etendue des Travaux 51](#_Toc109318251)

Première partie – Contenu des dossiers de manifestation d'intérêt

Section I‑ Instructions aux Candidats (IAC)

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. Généralités
 |
| 1. Etendue du Marché
 | * 1. Dans le cadre de l’Avis de Pré‑qualification référencé dans la Section II, Fiche des données de la pré‑qualification (FDP), le Maître d’Ouvrage dont le nom figure dans la **FDP**, publie les présents Documents de Pré-qualification (DP) à l’attention des Candidats qui souhaitent soumettre une offre pour les travaux décrits dans la Section VII ‑ Étendue des Travaux. Le nombre de marchés de même que le titre et le numéro d’identification de chaque marché et le numéro d’Appel d’offres international (AOI) qui correspondent à cette pré-qualification figurent dans la **FDP**.
 |
| 1. Origine des fonds
 | Le Comité International de la Croix-Rouge (ci-après dénommés le CICR) a reçu un financement en vue de réaliser le projet indiqué dans la **FDP**. Ainsi, le CICR d’Ouvrage se propose d’utiliser une partie du financement pour effectuer les paiements autorisés au titre du Marché objet de l’appel d’offres pour lequel la présente pré-qualification est publiée. |
| 1. Fraude et corruption
 | * 1. Le CICR demande que les règles relatives aux pratiques de fraude et corruption, soient appliquées.
	2. Aux fins d’application de ces règles, les Candidats (y compris leurs sous-traitants) devront faire en sorte que le CICR et ses agents puissent examiner les comptes, pièces comptables, relevés et autres documents relatifs aux demandes de candidature, soumissions des offres (en cas de pré‑qualification), et à l’exécution du marché (en cas d’attribution) et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par le CICR.
 |
| 1. Candidats éligibles
 | * 1. Un Candidat est une entité juridique privée, ou une entité juridique gouvernementale soumise aux dispositions de l'Article 4.3 des IAC, ou toute association entre ces entités, notamment sous forme d’un Groupement d'entreprises (GE), et qui entendent officiellement (établi par une lettre d'intention) signer un accord ou qui sont déjà partie d’un tel accord. Dans le cas d’un GE, toutes les parties seront solidairement et conjointement responsables pour l’exécution du Marché. Le GE désignera un représentant autorisé à qui sera confiée l’autorité de conduire les affaires pour et au nom de tous les membres du groupement durant la phase de pré‑qualification, d’appel d’offres (en cas de soumission d’offre par le GE) et pendant l’exécution du Marché (en cas d’attribution au GE). Sauf mention contraire dans la **FDP**, le nombre de partenaires au sein d’un GE ne sera pas limité.
	2. Un Candidat est autorisé à soumettre plusieurs candidatures pour une pré-qualification à titre individuel, à titre de partenaire d’un GE ou comme sous-traitant. En revanche, s’il est pré-qualifié, il ne pourra soumettre qu'une seule offre dans le cadre du processus d'appel d'offres, que ce soit individuellement à titre de Candidat ou à titre de partenaire d'un Groupement d'entreprises. Un sous‑traitant peut participer à plus d'un appel d'offres mais uniquement à titre de sous-traitant. Si un Candidat soumet ou participe ultérieurement à plusieurs offres, toutes les propositions auxquelles il aura participé seront rejetées.
	3. Les critères d’éligibilité du CICR pour une pré-qualification sont exposés en Section V – Critères d’Eligibilité.
	4. Les Candidats ne peuvent être en situation de conflit d’intérêt et ceux dont il est déterminé qu’ils sont dans une telle situation seront disqualifiés. Sont considérés comme pouvant avoir un tel conflit avec l’un ou plusieurs intervenants au processus d’Appel d’Offres les Candidats dans les situations suivantes :
1. Les Candidats placés sous le contrôle de la même entreprise ; ou
2. Les Candidats qui reçoivent directement ou indirectement des subventions l’un de l’autre ; ou
3. Les Candidats qui ont le même représentant légal dans le cadre de la présente Pré‑qualification ; ou
4. Les Candidats qui entretiennent entre eux directement ou par l’intermédiaire d’un tiers, des contacts leur permettant d’avoir accès aux informations contenues dans leurs Candidatures ou de les influencer ou d’influencer les décisions du Maître d'Ouvrage au sujet de cet Appel d’Offres ; ou
5. Les Candidats ou l’une des firmes auxquelles ils sont affiliés qui ont fourni des services de conseil pour la préparation des spécifications, plans, calculs et autres documents pour les travaux qui font l’objet de la présente Pré-qualification ; ou
6. Le Candidat qui a lui-même, ou l’une des firmes auxquelles il est affilié, été recruté ou doit l’être par le Maître d’Ouvrage, pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché ; ou
7. Les Candidats qui entretiennent une étroite relation d’affaires ou de famille avec un membre du personnel du Maître d’Ouvrage (ou du personnel de l’entité d’exécution du Projet ou d’un bénéficiaire d’une partie des fonds) : i) qui intervient directement ou indirectement dans la préparation des Documents de Pré-qualification ou des Spécifications du Marché, et/ou dans le processus d’évaluation des Offres ; ou ii) qui pourrait intervenir dans l’exécution ou la supervision de ce même Marché, sauf si le conflit qui découle de cette relation a été réglé d’une manière satisfaisante pour le CICR pendant le processus de sélection et l’exécution du Marché.
	1. Les Candidats ne devront pas faire l'objet d’une exclusion temporaire au titre d’une Déclaration de garantie de soumission.
	2. Les Candidats et toutes les Parties qui le constituent devront fournir les pièces que le Maître d’Ouvrage peut raisonnablement demander, établissant à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’ils continuent d’être admis à participer.
 |
| 1. Eligibilité
 | * 1. Sous réserve des dispositions figurant à la Section Critères d’Eligibilité, tous les matériaux, matériels, équipements et services faisant l’objet du présent marché et financés par le CICR peuvent provenir de tout pays et les dépenses pour les besoins du Marché seront limitées à de tels matériaux, matériels, équipements et services.
 |
|  | 1. Contenu des Documents de Pré‑qualification
 |
| 1. Sections des Documents de Pré‑qualification
 | * 1. Les Documents de Pré-qualification des Candidats sont composés d'une première partie et d'une deuxième partie, qui comprennent toutes les sections indiquées ci-après et auxquelles doivent être ajoutés tous les Addenda publiés en application de l'Article 8 des IAC.

**PREMIÈRE PARTIE : Procédures de Pré‑qualification**1. Section I ‑ Instructions aux Candidats (IAC)
2. Section II – Fiche des Données de la Pré‑qualification (FDP)
3. Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification
4. Section IV ‑ Formulaires de Candidature
5. Section V ‑ Critères d’Eligibilité

**DEUXIÈME PARTIE : Spécifications des Travaux**1. Section VII – Etendue des Travaux
	1. Le Maître d’Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de l’exhaustivité des Documents de Pré-qualification et de ses addenda, réponses aux demandes de clarification, sauf si lesdits documents ont été communiqués directement par le Maître d’Ouvrage. En cas de contradiction, les documents directement issus par le Maître d’Ouvrage auront précédence.
	2. Les Candidats doivent examiner l’ensemble des instructions, formulaires et conditions des Documents de Pré-qualification et fournir tous les renseignements ou toute la documentation demandés par les Documents de Pré-qualification.
 |
| 1. Éclaircissements apportés aux Documents de Pré‑qualification
 | * 1. Un Candidat éventuel qui désire des éclaircissements sur les Documents de Pré-qualification peut en faire la demande par écrit au Maître d’Ouvrage à l’adresse du Maître d’Ouvrage indiquée dans la **FDP**. Le Maître d’Ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements à condition que la demande soit reçue au plus tard quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des candidatures. Une copie de la réponse du Maître d’Ouvrage, indiquant la question posée mais sans mention de l’auteur, sera adressée par le Maître d’Ouvrage à tous les Candidats qui ont reçu les Documents de Pré-qualification directement du Maître d’Ouvrage. Si la **FDP** le prévoit, le Maître d’Ouvrage publiera également sa réponse sur la page Web identifiée dans la **FDP**. Le Maître d’Ouvrage apportera toute modification aux Documents de Pré‑qualification qu’il jugera nécessaire suite à la demande d'éclaircissements, en appliquant la procédure décrite à l'Article 8 des IAC et conformément aux dispositions de l'Article 17.2 des IAC.
 |
| 1. Modification des Documents de Pré‑qualification
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des candidatures, modifier les Documents de Pré-qualification en publiant un addendum.
	2. Tout addendum publié fait partie des Documents de Pré‑qualification et sera communiqué par écrit à tous ceux qui auront reçu les Documents de Pré-qualification directement du Maître d’Ouvrage. Le Maître d’Ouvrage publiera immédiatement l’addendum sur la page Web identifiée dans la **FDP**.
	3. Afin de donner aux Candidats éventuels un délai raisonnable pour la prise en compte d’un addendum dans la préparation de leur candidature, le Maître d’Ouvrage pourra, à sa discrétion, reporter la date limite de dépôt des candidatures conformément aux dispositions de l’Article 17.2 des IAC.
 |
|  | 1. Préparation des Dossiers de Candidature
 |
| 1. Coût des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Candidat assumera la totalité des coûts associés à la préparation et à la soumission de sa candidature. Le Maître d’Ouvrage ne sera en aucun cas responsable ou tenu de couvrir ces coûts, quelle que soit la manière dont se déroule le processus de pré-qualification ou quels qu’en soient ses résultats.
 |
| 1. Langue du Dossier de Candidature
 | * 1. Le Dossier de Candidature (DDC), de même que l’ensemble de la correspondance et des documents concernant la pré‑qualification échangés entre le Candidat et le Maître d’Ouvrage, seront rédigés dans la langue spécifiée dans la **FDP**. Les documents complémentaires et les imprimés qui font partie du Dossier de Candidature peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d’être accompagnés d’une traduction exacte des passages pertinents dans la langue spécifiée dans la **FDP**, auquel cas, aux fins d’interprétation du Dossier de Candidature, la traduction fera foi.
 |
| 1. Documents constitutifs du Dossier de Candidature
 | * 1. Le DDC comprendra les documents suivants :
1. La fiche de soumission de la candidature, la Déclaration d’Intégrité dûment signée, conformément aux Articles 12 et 13 des IAC et les Formulaires de Candidatures complétés de la Section IV ‑ Formulaires de Candidature ;
2. les pièces justificatives établissant que le Candidat est admis à être pré-qualifié, conformément aux dispositions de l'Article 13 des IAC ;
3. les pièces justificatives établissant que le Candidat est qualifié conformément aux dispositions de l'Article 14 des IAC ; et
4. tout autre document requis tel que spécifié dans la **FDP**.
 |
| 1. Fiche de soumission de Candidature
 | * 1. Le Candidat doit préparer une Fiche de soumission de candidature à l’aide du formulaire fourni dans la Section IV ‑ Formulaires de Candidature. Ce Formulaire doit être complété sans modification de son format.
 |
| 1. Documents établissant l'éligibilité du Candidat
 | * 1. Pour établir son éligibilité conformément aux dispositions de l'Article 4 des IAC, le Candidat doit compléter et signer la Déclaration d’Intégrité, d’Eligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale à l’aide du formulaire fourni en Section IV, sans apporter de modification au texte, et fournir les pièces jointes requises aux formulaires ELI‑1.1 et 1.2 qui figurent dans la Section IV ‑ Formulaires de Candidature.
 |
| 1. Documents établissant les qualifications du Candidat
 | * 1. Pour établir qu’il a les qualifications nécessaires pour exécuter le marché en vertu de la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, le Candidat doit fournir tous les renseignements demandés dans les Formulaires de renseignements correspondants qui figurent à la Section IV ‑ Formulaires de Candidature.
 |
| 1. Signature du Dossier de Candidature et nombre d’exemplaires
 | * 1. Le Candidat doit préparer un original des documents constitutifs du DDC tels que décrits à l'Article 11 des IAC et mentionner clairement sur l’original "ORIGINAL". L’original du DDC doit être dactylographié ou écrit à l’encre indélébile et doit être signé par une personne dûment autorisée à signer au nom du Candidat. En cas de GE, le DDC devra être signé au nom du groupement par un représentant habilité du GE de manière à engager tous les membres du groupement et inclure le pouvoir du mandataire du groupement signé par les personnes habilitées à signer au nom du groupement.
	2. Le Candidat doit soumettre le nombre de copies du DDC original signé spécifié dans la **FDP** et les marquer clairement "COPIE". En cas de différence entre l’original et les copies, l’original fera foi.
 |
|  | 1. Dépôt des Dossiers de Candidature
 |
| 1. Cachetage et marquage des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Candidat doit envoyer le scan de son offre cachétée par email avec les caracteristiques suivantes  :
1. le nom et l’adresse du Candidat doivent apparaitre dans la signature de l’email ;
2. Le mail doit être adressée au Maître d’Ouvrage conformément à l’Article 17.1 des IAC ; et
3. Le sujet de l’email du candidat doit contenir le nom précis du processus de préqualification concerné, conformément aux dispositions de l'Article 1.1 de la **FDP**.
	1. Le Maître d’Ouvrage ne sera en aucun cas responsable de ne pas prendre en compte une enveloppe qui n’est pas identifiée tel que requis à l'Article 16.1.
	2. Les Candidats peuvent présenter leur candidature par voie électronique, si cette option est prévue dans la **FDP**, et conformément aux procédures de présentation électronique des DDCs énoncées dans la **FDP**. Les DDCs doivent être reçus par le Maître d’Ouvrage à l’adresse spécifiée dans la **FDP** et au plus tard à la date limite spécifiée dans la **FDP**.
 |
| 1. Date limite de Dépôt des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut, à son gré, reporter la date limite pour le dépôt des DDCs en modifiant les Documents de Pré‑qualification conformément aux dispositions de l'Article 8 des IAC. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d’Ouvrage et des Candidats, précédemment régis par la date limite initiale, seront régis par la nouvelle date limite.
 |
| 1. Dossiers de Candidature hors délai
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’accepter tout DDC reçu après la date limite de dépôt des candidatures, sauf mention contraire dans la **FDP**.
 |
| 1. Ouverture des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Maître d'Ouvrage ouvrira toutes les candidatures à la date, heure et lieu spécifiés dans la **FDP**. Les dossiers de candidature reçus après la date limite de dépôt des candidatures, seront traités conformément à l'Article 18.1 des IAC. Les procédures d'ouvertures des Candidatures présentées par voie électronique, si cette procédure est prévue à l'Article 17.1 des IAC, seront ouvertes conformément aux dispositions spécifiées dans la **FDP**. Le Maître d’Ouvrage établira un procès-verbal de la séance d’ouverture qui inclura au minimum le nom des Candidats. Un exemplaire du procès‑verbal sera distribué à tous les Candidats.
 |
|  | 1. Procédures d'Evaluation des Dossiers de Candidature
 |
| 1. Confidentialité
 | * 1. Les renseignements relatifs à l’évaluation des DDCs et à la recommandation de pré-qualification ne doivent pas être divulgués aux Candidats ni à toute autre personne qui n’est pas officiellement concernée par ce processus, tant que tous les Candidats n’ont pas reçu l’Avis de Pré-qualification en conformité avec l'Article 28 des IAC.
	2. Conformément aux dispositions de l'Article 28 des IAC, tout Candidat peut prendre contact avec le Maître d’Ouvrage sur quelque question que ce soit ayant trait au processus de pré‑qualification (à l’exception des renseignements spécifiés à l'Article 20.1), entre la date limite de dépôt des DDCs et la notification des résultats de la pré‑qualification, et ce uniquement par écrit.
 |
| 1. Eclaircissements concernant les Dossiers de Candidature
 | * 1. Durant l’évaluation des DDCs, le Maître d’Ouvrage a toute latitude pour demander aux Candidats des éclaircissements (y compris des documents manquants) sur leurs candidatures et ladite demande doit être soumise dans des délais raisonnables. Toute demande d’éclaircissements et tous les éclaircissements doivent être formulés par écrit.
	2. Si un Candidat ne fournit pas les éclaircissements sur les renseignements demandés à la date et à l’heure fixées par le Maître d’Ouvrage dans sa demande d’éclaircissements, sa candidature sera évaluée sur la base des documents disponibles au moment de l’évaluation des candidatures.
 |
| 1. Conformité des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage peut rejeter tout DDC qui n’est pas conforme aux spécifications des Documents de Pré‑qualification.
 |
| 1. Préférence nationale
 | * 1. Sauf disposition contraire spécifiée dans la **FDP**, une marge de préférence ne pourra pas être accordée aux soumissionnaires du pays du Maître d’Ouvrage dans le cadre du processus d’appel d’offres qui suivra la présente Pré‑qualification.
 |
| 1. Sous‑traitants
 | * 1. A ce stade, le Maître d’Ouvrage n’entend pas faire exécuter certaines parties spécifiques des travaux par des sous-traitants sélectionnés à l’avance par lui (sous-traitants désignés), sauf disposition contraire dans la **FDP**.
	2. Un "sous-traitant spécialisé" est un sous-traitant recruté pour un travail spécialisé comme défini par le Maître d’Ouvrage dans la Section III, 4.2 Expérience. Si le Maître d’Ouvrage ne prévoit pas de travaux spécialisés, les expériences des sous-traitants ne seront pas prises en compte aux fins d’évaluation de la qualification du Candidat.
	3. Le Maître d’Ouvrage peut décider, de sa propre initiative ou sur requête jugée justifiée d’un des Candidats durant la procédure de pré-qualification, d’autoriser que certains travaux spécialisés soient sous-traités, ainsi qu’indiqué à la Section III 4.2, Expérience. En un tel cas, l’expérience des sous-traitants spécialisés sera prise en compte aux fins d’évaluation de la qualification conformément aux dispositions de la Section III relative aux critères de qualification des sous-traitants.
 |
|  | 1. Evaluation des Dossiers de Candidature et Pré‑qualification des Candidats
 |
| 1. Evaluation des Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage aura recours à tous les facteurs, méthodes, critères et conditions définis dans la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification pour évaluer les qualifications des Candidats. Le recours à d’autres facteurs, méthodes ou critères ne sera pas autorisé. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit de ne pas tenir compte d’écarts mineurs dans les critères de qualification s’ils n’affectent pas matériellement la capacité technique ou financière d’un Candidat à exécuter le marché.
	2. Seules les qualifications du Candidat seront prises en compte dans l’évaluation. En particulier, les qualifications d’une maison mère ou de toute autre firme affiliée qui n’est pas associée au Candidat dans le cadre d’un GE conformément à l'Articles 4.2 des IAC ne seront pas prises en compte.
	3. Dans le cas de marchés multiples, les Candidats devront indiquer dans leurs candidatures les marchés qui les intéressent. Le Maître d’Ouvrage pré-qualifiera chaque Candidat pour le nombre maximum de marchés pour lesquels le Candidat satisfait à l’ensemble des exigences cumulées à ces marchés, tel que spécifié dans la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification.
 |
| 1. Droit du Maître d’Ouvrage de rejeter tous les Dossiers de Candidature
 | * 1. Le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’annuler la procédure de pré‑qualification, et de rejeter tous les DDCs à tout moment, sans pour autant encourir une responsabilité quelconque vis-à-vis des Candidats.
 |
| 1. Pré‑qualification des Candidats
 | * 1. Tous les Candidats dont les DDCs ont satisfait ou dépassé les critères minima spécifiés, à l’exclusion de tous les autres, seront pré-qualifiés par le Maître d’Ouvrage.
	2. Un Candidat peut être "pré-qualifié sous condition", ce qui signifie qualifié sous réserve de fournir ou corriger certains documents mineurs ou déficiences à la satisfaction du Maître d’Ouvrage.
	3. La lettre d’information aux Candidats qui sont pré-qualifiés sous condition contiendra la ou les conditions qui devront être remplies à la satisfaction du Maître d’Ouvrage au plus tard à la soumission de leurs offres.
 |
| 1. Notification de Pré‑qualification
 | * 1. Lorsque le Maître d’Ouvrage aura terminé l’évaluation des DDCs, il communiquera par écrit à tous les Candidats les noms des Candidats qui ont été pré-qualifiés ou pré-qualifiés sous condition. Les Candidats disqualifiés seront informés séparément.
	2. Les Candidats disqualifiés pourront écrire au Maître d’Ouvrage pour demander par écrit les raisons pour lesquelles ils ont été disqualifiés.
 |
| 1. Avis d'Appel d'Offres
 | * 1. Dans les plus brefs délais après la communication des résultats de la pré-qualification, le Maître d’Ouvrage lancera un appel d’offres à tous les Candidats qui auront été pré-qualifiés ou pré-qualifiés sous condition.
	2. Les soumissionnaires pourront être invités par le Maître d’Ouvrage à présenter une Garantie de soumission ou une Déclaration de garantie de soumission acceptable sous la forme et pour le montant spécifiés dans le document d’appel d’offres, et le soumissionnaire retenu devra fournir une Garantie de bonne exécution telle que spécifiée dans le document d’appel d’offres.
 |
| 1. Modifications des Qualifications des Candidats
 | * 1. Toute modification dans la structure ou la formation d’un Candidat (incluant tout membre d’un GE) après qu’il ait été pré-qualifié conformément aux dispositions de l'Article 27 des IAC et invité à soumettre une offre, devra être approuvée par écrit par le Maître d’Ouvrage. Ladite approbation sera refusée si, du fait de la modification, le Candidat ne satisfait plus à l’ensemble des critères de qualification précisés dans la Section III, ou si, de l’avis du Maître d’Ouvrage, le jeu de la concurrence est sérieusement compromis. Toutes ces modifications devront être soumises au Maître d’Ouvrage au plus tard quatorze (14) jours après la date de l’Avis d’appel d’offres.
 |

Section II – Fiche des Données de la Pré‑qualification (FDP)

|  |
| --- |
| 1. Généralités
 |
| **IAC 1.1** | Nom du Client : Comité International de la Croix-Rouge (CICR)Departements : LogistiqueAdrresse : Quartier Kouara Kano, rue 37, Délégation de Niamey, Niger*Contact :* *nia\_purchase\_services@icrc.org**Telephone :*  |
| **IAC 1.1** | Liste des contrats (lots) objet du présent AOI :Travaux de renforcement de l'infrastructure d'eau potable de Diffa |
| **IAC 1.1** | Nom et numéro d’identification de l’AOI : *[insérer le nom et le numéro d’identification]* |
| **IAC 2.1** | Nom du Projet : *Renforcement de l'infrastructure d'eau potable de la ville de Diffa* |
| **IAC 4.1** | Nombre maximum de parties du GE : Illimité |
| 1. Documents de Pré‑qualification
 |
| **IAC 7.1** | A des fins d’éclaircissement uniquement, les contacts sont pris uniquement par voie électronique: Adresse électronique : *[**nia\_purchase\_services@icrc.org* *] ;*  |
| 1. Préparation des Dossiers de Candidature
 |
| **IAC 10.1** | La langue du DDC et de l'ensemble de la correspondance est le français.La langue de traduction des documents complémentaires est le français. |
| **IAC 15.2** | La soumission du dossier se fait sous format électronique uniquement |
| 1. Dépôt des Dossiers de Candidature
 |
| **IAC 17.1** | **Date limite de dépôt des DDCs :**Date : 23 Aout 2022 *[insérer la date]*Heure : 16h00 *[insérer l’heure]*Les DDC seront soumis uniquement sous format électronique. L'objet du courrier électronique de soumission comportera les éléments suivants: XXX DIF XXXLes différents documents seront téléchargés dès réception et le cas échéant préalablement à la date limite de dépôt mais ne seront ouverts qu'une fois la date et l'heure du dépôt dépassés.Adresse électronique : *nia\_l*o*gtender\_services@icrc.org* *]*  |
| **IAC 19.1** | L’ouverture des DDCs aura lieu le 23 Aout à 09h00 (heure de Niamey) |
| 1. Procédures d'Evaluation des Dossiers de Candidature
 |
| **IAC 24.1** | Le Client n'a pas l'intention de faire exécuter certaines parties spécifiques des travaux par des sous‑traitants sélectionnés à l’avance (sous-traitants désignés)*.* |

Section III - Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification

La présente Section énonce tous les critères, méthodes et conditions auxquels le CICR aura recours pour évaluer les dossiers de soumission. Les différents Formulaires de Candidature, les renseignements à fournir pour chaque facteur d’évaluation ainsi que les définitions des termes correspondants sont repris en annexe à ce document d'AMI.

Tout montant indiqué par le Candidat sera en équivalent EUR en utilisant le taux de change déterminé de la manière suivante :

Pour le chiffre d’affaires et autres données financières annuels requis, le taux de change applicable sera celui du dernier jour de l’année calendaire en question ;

Pour le montant d’un marché, le taux de change sera celui de la date de signature du marché en question.

Les taux de change seront ceux provenant de la banque centrale du pays du Maître d’Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage aura la latitude de corriger toute erreur commise dans la détermination du taux de change dans la Candidature.

Critères de Pré‑qualification

**Pour les marchés à lots multiples, les critères de pré‑qualification qui s'appliquent sont les exigences minimums cumulées sur tous les lots pour lesquels le Candidat soumissionne.**

| 1. **Eligibilité**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque membre** | **Un membre** |
| **1.1 Nationalité** | Conforme à l’Article 4.3 des IAC. | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Formulaires ELI‑1.1 et ELI‑1.2, avec pièces jointes |
| **1.2 Conflit d’intérêts** | Pas de conflit d’intérêts selon l’Article 4.4 des IAC.  | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Fiche de soumission des candidatures |
| **1.3 Eligibilité au financement du CICR** | Ne pas être inéligible à un financement du CICR | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Déclaration d'Intégrité, d'Eligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale |
| **1.4 Entreprise publique**  | Le Candidat doit satisfaire aux conditions de l'Article 4.3 des IAC. | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Formulaires ELI‑1.1 et ELI‑1.2, avec pièces jointes |

| 1. **Antécédents de défaut d’exécution de marché**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque Membre** | **Un membre** |
| **2.1 Antécédents en matière de non‑exécution de marchés** | Pas de résiliation de marché prononcée aux torts exclusifs du Candidat au cours des 5 (cinq) dernières années[[1]](#footnote-1) | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise[[2]](#footnote-2). | Sans objet | Formulaire ANT‑2 |
| **2.2 Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie de Soumission**  | Ne pas faire l’objet d’exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d’une Déclaration de garantie de garantie de Soumission conformément à l’Article 4.5 des IAC. | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Fiche de soumission de candidature |
| **2.3 Litiges en instance** | L’ensemble des litiges en instance ne doit pas représenter au total plus de cent pour cent (100 %) du montant total des fonds propres du Candidat et doit être considéré comme étant tranché à l’encontre du Candidat. | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Formulaire ANT‑2 |

| 1. **Situation et Performance Financières**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque membre** | **Un membre** |
| **3.1** **Capacité financière** | 1. Le Candidat doit démontrer qu’il dispose ou a accès à des avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, etc. (autres que l’avance de démarrage éventuelle), à des montants suffisants pour subvenir aux besoins de trésorerie nécessaires à l’exécution des travaux objet du présent Appel d’Offres à hauteur de *5 000 000 EUR/an]* et nets de ses autres engagements ;
 | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Sans objet | Sans objet | Formulaires FIN‑3.1 avec pièces jointes et FIN‑3.3 |
|  | 1. le Candidat doit démontrer, à la satisfaction du Maître d’Ouvrage qu’il dispose de moyens financiers lui permettant de satisfaire les besoins en trésorerie des travaux en cours et à venir dans le cadre de marchés déjà engagés ;
 | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Sans objet | Sans objet  | Formulaires FIN‑3.1 et FIN‑3.4 |
|  | 1. Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n’est pas requis par la réglementation du pays du Candidat, autres états financiers acceptables par le Maître d'Ouvrage pour les trois (3) dernières années. La situation financière du Candidat sera jugée solide si au moins deux (2) des quatre (4) critères suivants sont respectés :
2. **Excédent brut d'exploitation (EBE) ou EBITDA moyen sur les trois (3) derniers exercices > 0 ;**
3. **Fonds propres sur les trois (3) derniers exercices > 0 ;**
4. **Ratio de liquidité moyen sur les trois (3) derniers exercices > 1**((Actifs circulants) / (Passifs circulants) > 1) ;
5. **Ratio d’endettement moyen sur les trois (3) derniers exercices < 6**((Dettes financières totales) / (EBE) (ou EBITDA)) < 6).
 | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Sans Objet | Le Mandataire du Groupement doit satisfaire à la condition requise | Formulaire FIN–3.1 avec pièces jointes |
| **3.2** **Chiffre d’affaires annuel minimum** | Avoir un chiffre d’affaires annuel moyen d’au moins 5 000 000 EUR sur les cinq dernières années. | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Doit satisfaire à *vingt-cinq* pour cent *[25%]* de la condition requise | Doit satisfaire à *quarante* pour cent *[40%]* de la condition requise | Formulaire FIN‑3.2 |

| 1. **Expérience**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement** **d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque membre** | **Un membre** |
| **4.1 Expérience générale en matière de travaux** | Expérience de marchés de travaux à titre d’Entrepreneur, de sous-traitant ou d'ensemblier pendant au moins *5* années à partir du 1er janvier de l’année 2022 | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Formulaire EXP‑4.1 |
| **4.2 (a) Expérience spécifique de construction** | (i) Participation à titre d’Entrepreneur principal, de membre d’un groupement[[3]](#footnote-3), d’ensemblier, ou de sous-traitant dans cinq marchés d’un montant minimum de 2 500 000 EUR chacun*.* | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise[[4]](#footnote-4) | Sans objet | Sans objet | Formulaire EXP‑4.2(a) |
|  | Les marchés présentés au titre de ce critère doivent être similaires[[5]](#footnote-5) et exécutés à compter du 1er janvier 2016jusqu’à la date limite de remise des candidatures de manière satisfaisante et achevés pour l’essentiel[[6]](#footnote-6). |  |  |  |  |  |
| **4.2 (b) Expérience Spécifique** | Pour les marchés référencés ci‑dessus ou pour d’autres marchés exécutés en tant qu’Entrepreneur principal, membre de groupement, ensemblier ou sous-traitant[[7]](#footnote-7) pendant la période stipulée au paragraphe 4.2 (a) ci‑dessus une expérience minimale de construction achevée de manière satisfaisante dans les domaines suivants[[8]](#footnote-8) * Fourniture et pose de canalisations en PEHD de diamètre supérieur ou égal à 225 mm ;
* Fourniture et pose d'équipements de stations de pompage de débit supérieurs à 50 m³/h par pompe
* Fourniture et pose d'équipements pour une alimentation énergétique supérieure ou égale à 200 kVA, y compris connexions;
* Fourniture et pose d'équipements de télégestion pour des système d'eau potable d'une capacité supérieure ou égale à 2000 m³/j
 | Doit satisfaire à la condition requise | Doivent satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise dans les domaines mentionnés ci‑après :* Réseau PEHD: au moins 3 chantiers avec des linéaires supérieurs à 10 km
* Pompage: au moins 3 chantiers
* Energie: Au moins 3 chantiers
 | Formulaire EXP‑4.2(b) |

Dans

| 1. **Qualification Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité (ESSS)**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement** **d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque membre** | **Un membre** |
| **5.1 Certification(s) ESSS** | Posséder une certification ISO ou norme internationale équivalente (l’équivalence est à démontrer par le Candidat), en cours de validité et applicable au Chantier : | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Sans objet | Le mandataire du groupement doit satisfaire à la condition requise |  |
|  | * Certification de gestion de la qualité ISO 9001 ;
 |  |  |  | Certification ISO 9001 requise | Formulaire CER |
|  | * Certification de gestion environnementale ISO 14001 ;
 |  |  |  |  | Formulaire CER |
|  | * Certification de gestion de la santé et de la sécurité ISO 45001.
 |  |  |  |  | Formulaire CER |

| 1. **Sûreté**
 |
| --- |
| **Critère** | **Condition requise** | **Entité unique** | **Groupement** **d’entreprises (existant ou prévu)** | **Documentation requise** |
| **Toutes Parties Combinées** | **Chaque membre[[9]](#footnote-9)** | **Un membre** |
| **6.1 Expérience spécifique en zone à risque sécuritaire** | Expérience de deux (2) marchés impliquant une présence dans le pays et réalisés dans les dix (10) dernières années dans une zone à risque sécuritaire similaire avec mise en œuvre d’un plan de sûreté | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire au critère | Le mandataire du groupement doit satisfaire à la condition requise | Formulaire EXP‑4.2(b) : pour chaque expérience citée, **le plan de sûreté ainsi qu'un justificatif attestant de la mise en œuvre de mesures de sûreté devront être fournis**[[10]](#footnote-10) |
| **6.2 Documentation sûreté** | Posséder des documents et dispositifs internes de gestion de la sûreté en mission et sur les chantiers | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise | Le mandataire du groupement doit satisfaire à la condition requise | Fourniture des documents suivants jugés acceptables par le Maître d’Ouvrage :* Description du dispositif de veille ;
* Dispositif de gestion des crises.
 |
| **6.3 Rapatriement** | Souscription à un contrat d'assistance rapatriement d’urgence des expatriés | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise | Le mandataire du groupement doit satisfaire le critère | Fourniture d’une attestation de la société devant assurer les rapatriements |
| **6.4 Préparation en matière de sûreté** | Existence et mise en œuvre de procédures et outils de préparation des agents susceptibles d’intervenir ou intervenant dans des zones à risque sécuritaire | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Doit satisfaire à la condition requise | Le mandataire du groupement doit satisfaire à la condition requise | Procédures et outils de préparation au départ **avec justificatifs de mise en œuvre (preuves d’actions de sensibilisation ou de formation réalisées)** |
| **6.5 Personnel dédié sûreté** | Disponibilité de personnel dédié aux sujets sûreté : responsable sûreté ou équivalent avec un minimum de deux (2) ans d’expérience pertinente sur les sept (7) dernières années | Doit satisfaire à la condition requise | Sans objet | Sans objet | Le mandataire du groupement doit satisfaire à la condition requise | Organigramme mettant en évidence le poste dédié et pourvu à la sûreté et CV du responsable sûreté |

‑**Formulaires de Candidature**

**Liste des formulaires**

Fiche de Soumission de Candidature 30

Déclaration d'Intégrité, d'Eligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale 31

Formulaires de Pré‑qualification des Candidats 34

Formulaire ELI–1.1 : Fiche de renseignements du Candidat 34

Formulaire ELI–1.2 : Fiche de renseignement sur chaque Partie constituant le Candidat 35

Formulaire ANT‑2 : Antécédents en matière de non‑exécution des marchés 36

Formulaire FIN–3.1 : Situation et Performance financières 38

Formulaire FIN–3.2 : Chiffre d'affaires annuel 40

Formulaire FIN–3.3 : Ressources financières 41

Formulaire FIN‑3.4 : Charge de travail / Travaux en cours 42

Formulaire EXP–4.1 : Expérience générale de construction 43

Formulaire EXP–4.2(a) : Expérience spécifique en tant qu'Entrepreneur ou Ensemblier 44

Formulaire EXP–4.2(b) : Expérience spécifique de construction dans les activités clé 46

Formulaire CER : Certification Qualité / Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité (ESSS) 48

Formulaire EXP–ESSS : Expérience Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité (ESSS) 49

Fiche de Soumission de Candidature

Date : *[insérer jour, mois, année]*

No. AOI et titre : *[insérer le numéro et le titre]*

A l'attention de : *[insérer le nom complet du Maître d’Ouvrage]*

Nous, soussignés, sommes Candidat à la pré-qualification pour l’AOI susmentionné et déclarons que :

1. nous avons examiné les Documents de Pré-qualification, y compris l’Addendum No. (les Addenda Nos) *[insérer le numéro et la date de publication de chaque addendum]*, publiés conformément aux dispositions de l'Article 8 des IAC, et n’exprimons aucune réserve;
2. nous n’avons aucun conflit d’intérêt, conformément aux dispositions de l'Article 4.4 des IAC;
3. nous n’avons pas été exclus par le Maître d'Ouvrage sur la base de la mise en œuvre de la déclaration de garantie de soumission telle que prévue à l’Article 4.5 des IAC ;
4. nous acceptons que vous vous réserviez le droit d’annuler le processus de pré-qualification et de rejeter toutes les candidatures à tout moment, sans encourir pour autant une responsabilité quelconque vis-à-vis des Candidats.

Signé *[insérer la (les) signature(s) d’un représentant (des représentants) habilité(s) du Candidat]*

Nom :
*[insérer le nom complet de la personne qui signe le Dossier de Candidature]*

En tant que :
*[indiquer la qualité de la personne qui signe le Dossier de Candidature]*

Dûment autorisé à signer cette soumission de candidature pour et au nom de :

Nom légal du Candidat :
*[indiquer le nom complet du Candidat]*

Adresse :
*[insérer rue, numéro, ville et pays]*

En date du : jour de : année :

*[En cas de groupement, tous les membres signeront sauf si un représentant autorisé a été désigné, auquel cas lui seul signera et le Pouvoir confié par les autres membres sera joint.]*

Déclaration d'Intégrité, d'Eligibilité et de Responsabilité Environnementale et Sociale

Intitulé de l'offre ou de la proposition (le "**Marché**")

A : (le "**Maître d'Ouvrage**")

1. Nous reconnaissons et acceptons que le CICR ne finance le projet qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre le CICR et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu’il s’agit de marchés de travaux, de fournitures, d’équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d’autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :

2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 Avoir fait l'objet :

1. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l’hypothèse d’une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
2. D’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l’hypothèse d’une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
3. D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé ou mis en œuvre par le CICR ;

2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4 Avoir fait l’objet d’une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

2.5 N’avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l’hypothèse d’une telle décision d’exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d’Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d’exclusion n’est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

2.7 Avoir produit de faux documents ou s’être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du Marché.

1. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :

3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance du CICR et résolu à sa satisfaction.

3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance du CICR et résolu à sa satisfaction ;

3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;

3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;

3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :

1. Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
2. Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera le CICR, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettrons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.

6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettrons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.

6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies ou de l'Union Européenne.

6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous‑traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu’elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.

1. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons le CICR à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par le CICR.

Nom : En tant que :

Dûment habilité à signer pour et au nom de[[11]](#footnote-11) :

Signature :

En date du :

Formulaires de Pré‑qualification des Candidats

Formulaire ELI–1.1 :
Fiche de renseignements du Candidat

Date : *[insérer jour, mois, année]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |
| --- |
| Nom légal du Candidat : *[insérer le nom légal complet]* |
| Dans le cas d’un groupement d’entreprises (GE), nom légal de chaque partenaire : *[insérer le nom légal complet de chaque partenaire]* |
| Pays où le Candidat est constitué ou a l’intention de se constituer en société : *[indiquer le pays de constitution en société]* |
| Année à laquelle le Candidat a été ou entend se constituer en société : *[indiquer l’année de constitution en société]* |
| Adresse légale du Candidat dans le pays où il est constitué en société : *[insérer nom de rue, numéro, ville, pays]* |
| Renseignements sur le représentant autorisé du Candidat : Nom : *[insérer le nom légal complet]*Adresse : *[indiquer rue, numéro, ville, pays]*Numéro de téléphone/de télécopie : *[insérer numéro de téléphone/télécopie avec le préfixe du pays et de la ville]*Adresse électronique : *[adresse du courriel]* |
| 1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :
* Statuts ou Documents constitutifs et document d'enregistrement de l’entité légale susmentionnée.
* Dans le cas d’un GE, lettre d’intention de former un GE ou document de constitution d'un GE, conformément aux dispositions de l’Article 4.1 des IAC.
* Dans le cas d’une entreprise publique, conformément à l’Article 4.3 des IAC, les documents établissant :
* L’autonomie juridique et financière de l’entreprise
* Que l’entreprise est régie par les dispositions du droit commercial
* Que le Candidat ne dépend pas du Maître d’Ouvrage
1. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus.
 |

Formulaire ELI–1.2 :
Fiche de renseignement sur chaque Partie constituant le Candidat

*[Le formulaire ci-après doit être rempli par les parties constituant un Candidat, à savoir la (les) partie(s) d’un Groupement d’entreprises, ainsi que, le cas échéant, les sous-traitants spécialisés, et dans ce cas, remplacer "Partie au GE" par "sous-traitant spécialisé".]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |
| --- |
| Nom légal du Candidat constitué en GE : *[insérer le nom légal complet]* |
| Nom légal de la partie au GE / du sous‑traitant : *[insérer le nom légal complet de la partie / du sous-traitant]* |
| Pays de constitution en société de la partie au GE / du sous‑traitant : *[indiquer le nom du pays d’enregistrement]* |
| Année de constitution en société de la partie au GE / du sous‑traitant : *[indiquer l’année de constitution en GE]* |
| Adresse légale de la partie au GE dans le pays de constitution en société : *[insérer le nom de rue, numéro, ville, pays]* |
| Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GE :Nom : *[insérer le nom légal complet]*Adresse : *[insérer le nom de rue, numéro, ville, pays]*Numéro de téléphone/de télécopie : *[insérer le numéro de téléphone/télécopie et le préfixe du pays et de la localité]*Adresse électronique : *[adresse du courriel]* |
| 1. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :
* Statuts ou Documents constitutifs et document d'enregistrement de l’entité légale susmentionnée.
* Dans le cas d’une entreprise publique, conformément à l’Article 4.3 des IAC, les documents établissant :
* L’autonomie juridique et financière de l’entreprise
* Que l’entreprise est régie par les dispositions du droit commercial
* Que le Candidat ne dépend pas du Maître d’Ouvrage
1. Les documents tels que l’organigramme de l’entreprise, la liste des membres du conseil d’administration et l’actionnariat sont inclus.
 |

Formulaire ANT‑2 :
Antécédents en matière de non‑exécution des marchés

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d’un GE]*

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |
| --- |
| **Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification** |
| * Il n’y a pas eu de marché non exécuté depuis le 1er janvier *[insérer l’année présente moins 5 ans], en vertu* de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 2.1.
* Contrat(s) non exécuté(s) depuis le 1er janvier *[insérer l’année présente moins 5 ans],* en vertu de la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 2.1, comme indiqué(s) ci-après :
 |
| **Année** | **Fraction non exécutée du marché** | **Identification du marché** | **Montant total du marché (valeur actuelle en équivalent €)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant et pourcentage]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]* Nom du Maître d'Ouvrage : *[insérer le nom complet]* Adresse du Maître d'Ouvrage : *[insérer la rue, le numéro, la ville, le pays]* Motifs de non-exécution : *[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]* | *[indiquer le montant]* |

|  |
| --- |
| **Litiges en instance, en vertu de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré qualification** |
| * Pas de litige en instance, en vertu de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 2.3.
* Litige(s) en instance, en vertu de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 2.3, comme indiqué(s) ci-après :
 |
| **Année du litige** | **Montant de la réclamation (monnaie)** | **Identification du marché** | **Montant total du marché (valeur actuelle en équivalent €)** |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant]* | Identification du marché : *[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d’identification]*Nom du Maître d'Ouvrage : *[insérer le nom complet]*Adresse du Maître d'Ouvrage : *[insérer la rue, le numéro, la ville, le pays]* Objet du litige : *[indiquer les principaux points en litige]*Partie au marché qui a initié le litige : *[préciser "le Maître d'Ouvrage" ou "l’entrepreneur"]*Instance de règlement : *[préciser conciliation, tribunal d’arbitrage ou tribunal judiciaire]*Etat présent du litige : *[préciser "en cours", ou "réglé", etc.]* | *[indiquer le montant]* |
| *[insérer l’année]* | *[indiquer le montant]* | … | *[indiquer le montant]* |
| *…* | *…* | … | *…* |

Formulaire FIN–3.1 :
Situation et Performance financières

*[Chaque Candidat et chaque Partie d’un Groupement d’entreprises doivent compléter le formulaire ci‑dessous]*

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

1. **Données financières**

|  |  |
| --- | --- |
| **Données financières en *[préciser la monnaie]*** | **Antécédents pour les *[insérer le nombre en chiffre et en lettres]* dernières années****(montant en *[préciser la monnaie, le taux de change et le montant]* équivalent en €.)** |
| Année 1 | Année 2 | Année 3 |
| **Situation financière (information du bilan)** |
| Total actif (TA) |  |  |  |
| Dettes financières totales[[12]](#footnote-12) |  |  |  |
| Fonds propres (FP) |  |  |  |
| Actifs circulants |  |  |  |
| Passifs circulants |  |  |  |
| Besoin en fonds de roulement (BFR) |  |  |  |
| **Information des comptes de résultats** |
| Chiffre d'Affaires (CA) |  |  |  |
| Excédent brut d'exploitation (EBE) ou EBITDA[[13]](#footnote-13) |  |  |  |
| Bénéfices avant impôts |  |  |  |
| **Information sur la capacité de financement** |
| Capacité de financement générée par les activités opérationnelles |  |  |  |

1. **Documents financiers**

Le Candidat, et dans le cas d’un groupement d’entreprises, chaque Partie doit présenter des copies des états financiers et /ou des bilans des années, conformément à la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 3.1. Les états financiers doivent:

1. refléter la situation financière du Candidat ou, dans le cas d’un GE, de chaque Partie au GE, et non pas celle de la maison mère ou de filiales ;
2. avoir été vérifiés par un expert-comptable agréé ;
3. être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées ;
4. correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés).
* On trouvera ci-après les copies des états financiers[[14]](#footnote-14) (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions.

Formulaire FIN–3.2 :
Chiffre d'affaires annuel

*[Chaque Candidat et chaque Partie d’un Groupement d’entreprises doivent compléter le formulaire ci‑dessous]*

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |  |
| --- | --- |
| **Année** | **Données sur le Chiffre d’affaires annuel** |
| **Montant et monnaie[[15]](#footnote-15)** | **Taux de change** | **Equivalent €** |
| *[indiquer l’année]* | *[insérer le montant et la devise]* | *[insérer le taux de change utilisé pour calculé l'équivalent €]* | *[insérer l'équivalent €]* |
|  |   |  |  |
|  |   |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  | **Chiffre d'affaires annuel moyen[[16]](#footnote-16)** |  |

Formulaire FIN–3.3 :
Ressources financières

*[Ce tableau doit être rempli par le Candidat et par toutes parties combinées dans le cas d’un GE]*

Spécifier les sources de financement, tels que les avoirs liquides, des actifs non grevés ou des lignes de crédit, et autres moyens financiers, net des engagements financiers en cours, disponibles pour les besoins de trésoreries des travaux objet du(es) marché(s) telles que spécifiées à la Section III‑ Evaluation et Critères et de Pré‑qualification.

|  |
| --- |
| **Ressources financières** |
| **No.** | **Source de financement** | **Montant (équivalent €)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| … |  |  |

Formulaire FIN‑3.4 :
Charge de travail / Travaux en cours

Les Candidats, ainsi que chacun des membres d’un groupement fourniront les informations au sujet de leurs engagements et charge de travail actuels liés aux marchés qui leur ont été attribués, pour lesquels une notification d’attribution a été reçue, ou en cours d’achèvement mais qui n’ont pas encore fait l’objet d’une réception provisoire.

|  |
| --- |
| **Engagements en cours** |
| **No.** | **Nom du marché** | **Adresse, tél., fax du Maître d'Ouvrage** | **Montant des travaux à achever (équivalent €)** | **Date d’achèvement estimé** | **Montant moyen de la facturation mensuelle au cours des 6 derniers mois (€/mois)** |
| 1 |  |  |  |  |  |
| 2 |  |  |  |  |  |
| 3 |  |  |  |  |  |
| 4 |  |  |  |  |  |
| 5 |  |  |  |  |  |
| … |  |  |  |  |  |

Formulaire EXP–4.1 :
Expérience générale de construction

*[Chaque Candidat et chaque partie d’un Groupement d’entreprises doivent compléter le formulaire ci‑dessous]*

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

*[Indiquer les marchés qui attestent d'une activité de construction continue au cours des [nombre] dernières années conformément au critère 4.1 de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification. Procéder par ordre chronologique en commençant par l’année la plus ancienne.]*

| **Mois/année de départ** | **Mois/année final(e)** | **Identification du marché** | **Rôle du Candidat/Partie** |
| --- | --- | --- | --- |
| *[indiquer l'année]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | *[indiquer l'année]*\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ | Nom du marché : *[insérer le nom complet]*Brève description des travaux réalisés par le Candidat : *[insérer une brève description des travaux]*Montant du Marché : *[insérer le montant et préciser la monnaie, le taux de change et l’équivalent en €]*Nom du Maître d'Ouvrage : *[insérer le nom complet]*Adresse : *[insérer nom de rue, numéro, ville, pays]* | *[indiquer "Entrepreneur", "Sous-traitant" ou "Ensemblier]* \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ |
| … | … | … | … |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Formulaire EXP–4.2(a) :
Expérience spécifique en tant qu'Entrepreneur ou Ensemblier

*[Le formulaire suivant doit être complété par le Candidat et chaque partenaire d’un GE pour chaque marché exécuté]*

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

|  |  |
| --- | --- |
| ***[numéro du marché similaire]* sur *[nombre total de marchés requis]*** | **Informations** |
| Identification du marché : |  *[Indiquer le numéro d’identification et le nom du marché, le cas échéant]* |
| Date d'attribution : |  *[insérer jour, mois, année, par exemple 15 juin 2015]* |
| Date d'achèvement : |  *[insérer jour, mois, année, par exemple 3 octobre 2017]* |
| Rôle dans le marché :*[cocher la case correspondante]* | oEntrepreneur Principal | oMembre d'un GE | oSous‑traitant | oEnsemblier |
| Montant total du marché : |  *[Insérer le montant total du marché en monnaie locale]* | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**[insérer le taux de change et le montant total du marché en équivalent €]* |
| Dans le cas d’une partie à un GE ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ %*[insérer le pourcentage du total]* | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**[insérer le montant total du marché en monnaie locale]* | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**[insérer le taux de change et le montant total du marché en équivalent €]* |
| Nom du Maître d'Ouvrage : |  *[insérer le nom complet]* |
| Adresse : |  *[indiquer la rue/le numéro/le code postale/la ville/le pays]* |
| Numéro de Téléphone/Télécopie : |  *[insérer les numéros de téléphone/télécopie, avec le préfixe du pays et de la ville]* |
| Adresse électronique : |  *[insérer l'adresse électronique, si disponible]* |

**Formulaire EXP–4.2(a) (suite) :
Expérience spécifique en tant qu'Entrepreneur ou Ensemblier (suite)**

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

|  |  |
| --- | --- |
| ***[numéro du marché similaire]* sur *[nombre total de marchés requis]*** | **Informations** |
| **Description de la similitude conformément au critère 4.2 (a) de la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification** |
| 1. Montant
 |  *[Insérer le montant en monnaie locale, le taux de change et l'équivalent en €, en chiffres et en toutes lettres]* |
| 1. Taille physique des ouvrages ou nature de travaux requis
 |  *[Indiquer la taille physique des ouvrages / nature de travaux]* |
| 1. Complexité
 |  *[Donner une description de la complexité]* |
| 1. Méthodes/Technologie
 |  *[Préciser les méthodes/technologies utilisées]* |
| 1. Taux de construction des activités principales
 |  *[Préciser le taux et nature de travaux]* |
| 1. Autres caractéristiques
 |  *[Insérer d'autres caractéristiques telles que décrites à la Section VII ‑ Etendue des Travaux]* |

Formulaire EXP–4.2(b) :
Expérience spécifique de construction dans les activités clé

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Nom légal du sous‑traitant[[17]](#footnote-17) (selon l'Article 24.3 des IAC): *[insérer le nom complet]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

1. **Activité clé No. 1 :** *[Présenter une brève description des travaux et plus particulièrement de leur spécificité]*

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Informations** |
| Identification du marché : |  *[indiquer le numéro et le nom du marché, le cas échéant]* |
| Date d'attribution : |  *[insérer jour, mois, année, par exemple 15 juin 2015]* |
| Date d'achèvement : |  *[insérer jour, mois, année, par exemple 3 octobre 2017]* |
| Rôle dans le marché :*[cocher la case correspondante]* | oEntrepreneur Principal | oMembre d'un GE | oSous‑traitant | oEnsemblier |
| Montant total du marché : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*[Insérer le montant total du marché en monnaie locale]* | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**[insérer le taux de change et le montant total du marché en équivalent €]* |
| Quantité (volume ou taux de production, le cas échéant) mise en œuvre dans le cadre du marché par an (ou toute autre période inférieure à un an) : | Quantité totale dans le cadre du marché(i) | Pourcentage de participation (ii) | Quantité effective mise en œuvre(i) x (ii) |
| 1ère année |  |  |  |
| 2ème année |  |  |  |
| 3ème année |  |  |  |
| 4ème année |  |  |  |
| Nom du Maître d'Ouvrage : |  *[insérer le nom complet]* |
| Adresse : |  *[insérer nom de rue, numéro, ville, pays]* |
| Numéro de Téléphone/Télécopie : |  *[insérer numéro de téléphone/télécopie y compris le préfixe du pays et de la ville]* |
| Adresse électronique : |  *[insérer adresse de courriel, si disponible]* |

**Formulaire EXP–4.2(b) (suite) :
Expérience spécifique de construction dans les activités clé (suite)**

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

|  |
| --- |
| **Description des activités principales conformément au critère 4.2 (b) de la Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification** |
|  | *[donner la réponse à la question de la colonne de gauche]* |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

1. **Activité clé No. 2 :** *[Présenter une brève description des travaux et plus particulièrement de leur spécificité]*
2. **Activité clé No. 3 :** *[Présenter une brève description des travaux et plus particulièrement de leur spécificité]*

Formulaire CER :
Certification Qualité / Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité (ESSS)

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

Certification *[Qualité / Environnementale / Santé et Sécurité]*

*[Rayer les mentions inutiles]*

|  |  |
| --- | --- |
| **DESCRIPTION** | **INFORMATIONS** |
| Identification du certificat : |  *[indiquer le nom complet du certificat]*  |
| Date d'obtention : |  *[indiquer le jour, le mois, l'année]* |
| Domaine d'application de la certification : |  *[indiquer les activités et sites]* |
| Date d'expiration du certificat : |  *[indiquer le jour, le mois, l'année]* |
| Nom de l'émetteur : |  *[indiquer le nom complet de l'émetteur]* |
| Adresse : |  *[indiquer le numéro, la rue; me code postal, la ville, le pays]* |
| Téléphone/Télécopie : |  *[indiquer les numéros de téléphone/de télécopie, en précisant le code pays le cas échéant]* |
| Adresse électronique : |  *[indiquer l'adresse électronique valide]* |
| Concordance avec les normes internationales : | Le certificat est *[ISO 9001, ISO 14001, ISO 45001] [rayer les mentions inutiles]*o Oui / o Non |
| Sinon, preuve de conformité à la norme ISO apportée par le Candidat : | Le Candidat doit fournir une attestation d’équivalence délivrée par un organisme de certification accrédité internationalement reconnu |

**Le Candidat remplira ce formulaire pour chacun des certificats demandés au critère 5.1 de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification.**

Formulaire EXP–ESSS :
Expérience Environnementale, Sociale, Santé et Sécurité (ESSS)

Nom légal du Candidat : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

Nom légal de la Partie au GE : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l’AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

| **Marché n° *[numéro du Marché similaire]* sur *[nombre total de Marchés requis]* Marchés exigés** | **Informations** |
| --- | --- |
| Identification du Marché : |  *[indiquer le nom du Marché]* |
| Brève description des prestations à réaliser : |   *[indiquer une courte description des tâches du Marché]* |
| Date d'attribution : |  *[indiquer le jour, le mois, l'année]* |
| Date d'achèvement : |  *[indiquer le jour, le mois, l'année]* |
| Rôle dans le marché :*[cocher la case correspondante]* | oEntrepreneur Principal | oMembre d'un GE | oSous‑traitant | oEnsemblier |
| Montant total du Marché : |  *[indiquer le montant total du Marché en monnaie locale]* | *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_[indiquer le taux de change et le montant total du Marché en équivalent €]* |
| Dans le cas d’une partie à un GE ou d’un sous-traitant, préciser la participation au montant total du Marché : | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ %*[indiquer le pourcentage du total]* | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*[indiquer le montant total du Marché en monnaie locale]* | \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*[indiquer le taux de change et le montant total du Marché en équivalent €]* |
| Nom du Maître d'Ouvrage : |  *[indiquer le nom complet]* |
| Adresse : |  *[indiquer la rue, le numéro, la ville, le pays]* |
| Numéro de Téléphone/Télécopie : |  *[indiquer le numéro de téléphone/de télécopie, y compris le préfixe du pays et de la localité]* |
| Adresse électronique : |  *[indiquer l'adresse courriel le cas échéant]* |
| Description des enjeux ESSS et des mesures mises en œuvre dans le cadre de l'exécution du Marché : |  |
| 1. Enjeux ESSS :
 | *[Insérer la description]* |
| 1. Niveau d'impact ESSS :
 | *[Insérer le niveau d'impact, selon la classification des banques de développement le cas échéant]* |
| 1. Mesures de gestion ESSS mises en œuvre (critère 5.3 de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification) :
 | *[Fournir un document justificatif, acceptable pour le Maître d'Ouvrage, de mise en œuvre du plan de gestion ESSS du Marché[[18]](#footnote-18)]* |
| 1. Transfert de compétences ESSS ou formation de main‑d'œuvre locale sur la gestion ESSS (critère 5.4 de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, le cas échant) :
 | *[Fournir la preuve de réalisation satisfaisante[[19]](#footnote-19) :** *d’un transfert de savoir-faire ESSS à des partenaires locaux ou des sous-traitants ; ou*
* *de formation ESSS de la main d’œuvre locale dans le cadre du Marché.]*
 |

Section V – Critères d'Eligibilité

**Eligibilité en matière de passation des marchés CICR**

1. A l’exception des cas d’embargo des Nations-Unies, le CICR finance tous marchés de travaux, fournitures, équipements, prestations intellectuelles (consultants) et autres prestations de services, sans considération de la nationalité de l’attributaire (ni de celle de ses fournisseurs ou sous-traitants), de l’origine des intrants ou ressources utilisés dans le processus de réalisation.
2. Ne peuvent être attributaires d'un marché financé ou mis en œuvre par le CICR, les Personnes[[20]](#footnote-20) (y compris leurs fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants éventuels ainsi que tous les membres d'un groupement) qui, à la date de remise d'une candidature, d'une offre, d’une proposition ou lors de l'attribution du marché :

2.1 font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;

2.2 ont fait l'objet :

1. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du présent marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
2. d’une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l’Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel elles sont établies, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché, sous réserve d'informations complémentaires que qu'elles jugeront utile de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;
3. d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé u mis en œuvre par le CICR ;

2.3 Figurent sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et/ou l'Union Européenne, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;

2.4 ont fait l’objet d’une résiliation prononcée à leurs torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de leur part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à leurs torts exclusifs ;

2.5 n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où elles sont établies ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;

2.6 Sont sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurent à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr>, sous réserve d'informations complémentaires qu'elles jugeront utiles de transmettre dans le cadre de la Déclaration d'Intégrité, qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du présent marché ;

2.7 ont produit de faux documents ou se sont rendus coupables de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d’attribution du marché.

1. Les établissements et entreprises publics sont admis à participer à une procédure de mise en concurrence à la condition qu‘ils puissent établir (i) qu’ils jouissent de l’autonomie juridique et financière, et (ii) qu’ils sont régis par les règles du droit commercial. A cette fin, les établissements et entreprises publics doivent fournir tout document (y compris leurs statuts) permettant d’établir, à la satisfaction du CICR, (i) qu’ils ont une personnalité juridique distincte de celle de leur État, (ii) qu’ils ne reçoivent aucune subvention publique ou aide budgétaire importante, (iii) qu’ils sont régis par les dispositions du droit commercial et qu’en particulier ils ne sont pas tenus de reverser leurs excédents financiers à leur État, qu’ils peuvent acquérir des droits et des obligations, emprunter des fonds, sont tenus du remboursement de leurs dettes et peuvent faire l’objet d’une procédure collective.

DEUXIEME PARTIE – Spécifications des Travaux

Section VI – Etendue des Travaux

La porté des travaux est résumée dans le Tableau ci-dessous

| Catégorie | Description |
| --- | --- |
| Production | Nouveau champ captant | Équipement des forages avec des pompes immergées permettant l'exploitation des forages à 40 m³/h, y compris l'installation des armoires électriques et des équipements de télégestion y relatifs |
| Installation des conduites permettant la collecte des eaux des forages et leur amenée vers la bâche de reprise |
| Installation d'un poste de chloration |
| Champ captant existant | Remplacement des pompes immergées et adaptation du système électrique de manière à permettre l'alimentation et l'exploitation des équipements de télégestion |
| Installation d'un poste de chloration |
| Stockages | bâche nouveau champ captant | Fourniture et pose des équipements de la bâche de reprise du nouveau champ captant |
| bâche champ captant existant | Fourniture et pose des équipements de la bâche de reprise du champ captant existant |
| Refoulements | Génie Civil | Construction d'un bâtiment abritant trois stations de pompage et le générateur de secours sur le site du nouveau champ captant |
| SP1a | Fourniture et pose de deux pompes de surface en fonctionnement alterné, des tuyauteries et accessoires hydrauliques, ainsi que des armoires électriques et équipements de télégestion permettant le fonctionnement de la station de pompage |
| Fourniture et pose de conduites en PEHD DE140 PN16, y compris les accessoires et ouvrages en ligne pour la conduite de refoulement allant de la station de pompage au R1 |
| SP1b | Fourniture et pose de deux pompes de surface en fonctionnement alterné, des tuyauteries et accessoires hydrauliques, ainsi que des armoires électriques et équipements de télégestion permettant le fonctionnement de la station de pompage |
| Fourniture et pose de conduites en PEHD DE225 PN16, y compris les accessoires et ouvrages en ligne pour la conduite de refoulement allant de la station de pompage au R2 |
| Génie Civil | Construction d'un bâtiment abritant deux stations de pompage et le générateur de secours sur le site du nouveau champ captant |
| SP2a | Fourniture et pose de deux pompes de surface en fonctionnement alterné, des tuyauteries et accessoires hydrauliques, ainsi que des armoires électriques et équipements de télégestion permettant le fonctionnement de la station de pompage |
| Fourniture et pose de conduites en PEHD DE280 PN16, y compris les accessoires et ouvrages en ligne pour la conduite de refoulement allant de la station de pompage au R2 |
| Réseau gravitaire | Réseau primaire | Fourniture et pose de conduites en PEHD PN10 de diamètres entre DE 160 et DE 355, y compris les accessoires et chambres |
| Réseau secondaire | Fourniture et pose de conduites en PEHD PN10 de diamètres entre DE 90 et DE 225, y compris les accessoires et chambres |
| Transformateurs | Fourniture et pose d'un transformateur d'une puissance de 250 kVA au niveau du champ captant existant |
| Fourniture et pose d'un transformateur d'une puissance de 250 kVA au niveau du nouveau champ captant |
| Kits solaires | Fourniture de kits solaires sans batteries au niveau de chaque forage |
| Fourniture de kits solaires sans batteries au niveau de chaque station de pompage |

Les linéaires attendus sont présentés dans le tableau si-cessous



L'allotissement est pressenti comme suit :

* Lot 1 - augmentation de la production :
	+ Réhabilitation de forages existants ;
	+ Construction de trois nouveaux forages ;
* Lot 2 – autres infrastructures :
	+ Equipement des forages et des lignes de refoulement sur la base des résultats des essais de pompage (lot 1), y compris leur connexion aux bâches de reprises ;
	+ Stations pompages SP1a, SP1b et SP2a et de leurs lignes de refoulement respectives vers les R1 et R2, y compris leur connexion aux bâches de reprises et aux châteaux d'eau ;
	+ Réseau gravitaire, y compris connexion aux R1, R2 et au réseau existant ;
	+ Alimentation énergétique et automation.

 L’ensemble des travaux doivent terminer au plus tard le 31 décembre 2023.

La totalité des travaux aura lieu dans la ville de Diffa et en périphérie.

1. Un marché sera considéré en défaut d’exécution lorsque sa résiliation n’a pas été contestée par le Candidat, y compris par recours au mécanisme de règlement des litiges prévu au marché en question, ou lorsqu’il a fait l’objet d’une contestation par le Candidat mais qu’une décision de justice a confirmé la résiliation aux torts exclusifs du Candidat. Le défaut d’exécution ne comprend pas le cas des marchés contestés pour lesquels une décision de justice a infirmé la résiliation aux torts exclusifs du Candidat. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ce critère s’applique également aux marchés exécutés par le Candidat en tant que membre d’un Groupement. [↑](#footnote-ref-2)
3. Lorsque le Candidat a participé en tant que membre d’un groupement ou sous-traitant, au titre de ce critère, seule la part spécifique, en montant, du Candidat et non celle du groupement ou de l’entrepreneur principal devra être prise en considération. [↑](#footnote-ref-3)
4. Dans le cas d'un groupement, les montants des marchés achevés par chaque membre ne peuvent être cumulés pour déterminer si le montant minimum requis pour un seul marché au titre de ce critère est atteint. A titre d'exemple, si le critère mentionne "deux (2) marchés d'un montant minimum de 50M€ chacun", un Groupement composé de 3 membres et justifiant de quatre (4) marchés d'un montant de 30M€ chacun ne sera pas qualifié. En revanche, si 2 des 3 membres du Groupement présentent chacun un (1) marché d'un montant de 50M€, le Groupement pourra être qualifié, même si le troisième membre ne justifie d'aucun marché de ce montant. [↑](#footnote-ref-4)
5. La similarité sera établie en fonction de la taille physique, de la complexité et des caractéristiques techniques des Travaux. L’agrégation d’un nombre de marchés de montant inférieur pour atteindre le chiffre du montant requis ne sera pas acceptée pour ce critère. [↑](#footnote-ref-5)
6. Par achèvement pour l'essentiel, on entend un achèvement à 80% ou plus des travaux prévus au marché. [↑](#footnote-ref-6)
7. Lorsque le Candidat a participé en tant que membre d’un groupement ou sous-traitant, au titre de ce critère, seule la part spécifique du Candidat et non celle du groupement ou de l’entrepreneur principal devra être prise en considération. [↑](#footnote-ref-7)
8. Par exemple, une expérience de travaux sous contrainte d'exploitation peut être exigée dans le cadre de ce critère. Le volume, nombre ou taux de production de toute activité clé peut être démontré à travers un ou plusieurs marchés combinés si exécutés de manière simultanée. Le taux de production sera le taux annuel pour l’activité (les activités) de construction principale(s). [↑](#footnote-ref-8)
9. *[A l'exception des entreprises ayant leur siège dans le pays du Maître d'Ouvrage (sauf le mandataire du groupement, qui doit remplir chacun des critères).]* [↑](#footnote-ref-9)
10. *[Justificatifs de mise en œuvre acceptables : contrat ou attestation de contrat avec sociétés de gardiennage ou de sûreté, justificatifs de formations à la sûreté avant départ sur site, factures de prestataires sûreté, justificatifs d’exercices de simulation de crise ou d’un audit du plan de sûreté.]* [↑](#footnote-ref-10)
11. En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l’offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat. [↑](#footnote-ref-11)
12. Désignent toute dette financière relative à :

des sommes empruntées à court, moyen et long terme ;

des découverts bancaires ;

des fonds mobilisés grâce à l'acceptation par un tiers de lettres de change (ou tout instrument équivalent sous une forme dématérialisée) ;

des fonds mobilisés grâce à l’achat de billets à ordre ou levés par une émission d’obligations, de bons de caisse, de billets de trésorerie ou d’autres titres de créance ;

des engagements au titre d’un contrat de location ou de crédit-bail qualifiés de location financière;

l’escompte, la cession, la mobilisation de créances (sauf si l’escompte est sans recours). [↑](#footnote-ref-12)
13. Désigne, pour une période de douze mois donnée, la somme des éléments suivants :

(+) résultat net

(+) charges d’impôts

(+/-) éléments exceptionnels

(+/-) résultat financier

(+) dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(+) dotations nettes des reprises aux provisions sur actif et aux provisions pour risque et charge [↑](#footnote-ref-13)
14. Toute présentation d’états financiers récents portant sur une période plus courte que 12 mois à compter de la date de Candidature doit être justifiée. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les Chiffres d'affaires (CA) indiqués doivent correspondre aux montants figurant dans les Etats financiers. [↑](#footnote-ref-15)
16. Voir Section III ‑ Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification, critère 3.2. [↑](#footnote-ref-16)
17. Si autorisé par le Maître d’Ouvrage dans la section "travaux spécialisés" du critère 4.2(b) du tableau de pré‑qualification de la Section III – Critères d’Evaluation et de Pré‑qualification. [↑](#footnote-ref-17)
18. Par exemple, des rapports d’activités ESSS, rapports finaux ESSS, rapports d’inspection ESSS, rapports de supervision du Maître d'Œuvre, etc. Tout document ne justifiant pas la mise en œuvre de mesures ESSS ne sera pas considéré comme acceptable. [↑](#footnote-ref-18)
19. Par exemple, des rapports d’activités ESSS présentant les activités de formation, supports de formation avec fiches de présence, etc. Tout document ne justifiant pas la mise en œuvre d'un transfert de compétences ESSS ou de formation de main d'œuvre locale sur la gestion ESSS ne sera pas considéré comme acceptable. [↑](#footnote-ref-19)
20. Désigne toute personne, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d’un État, ainsi que toute association ou groupement de plusieurs de ces personnes, ayant ou non la personnalité morale. [↑](#footnote-ref-20)